

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUSSELOT ANGOULEME SAS

Rue de Saint-Michel -
16000 Angoulême

Références : 2025_1545_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202778

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement ROUSSELOT ANGOULEME SAS implanté Rue de Saint-Michel 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 14/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT ANGOULEME SAS
- Rue de Saint-Michel 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007202778
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT est spécialisée dans la production de gélatine en granules à usage alimentaire et pharmaceutique, et de Peptan (dégradation hydrolyse enzymatique) à usage alimentaire, cosmétique et pharmaceutique.

La gélatine et le Peptan sont fabriqués à partir de peaux de cochon et de poisson.

Le site fondé en 1909 emploie 135 personnes, travaillant 7j/7 24h/24.

La société appartient au groupe international DARLING Ingrédients.

En France sont rattachés à ce groupe 2 unités de production (Angoulême et Avignon) et le siège commercial (Courbevoie).

Deux arrêtés préfectoraux complémentaires ont été signés en juillet 2024 ; l'un concernant

l'actualisation des prescriptions liées à l'épandage de boues (pour intégrer quelques parcelles en Dordogne et actualiser le parcellaire en Charente) et l'autre concernant la modernisation de la STEP et l'évolution des valeurs limites de rejets.

Thèmes de l'inspection : action nationale 2025 « Sobriété hydrique »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Modernisation de la STEP - Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 29/07/0004	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
4	Réexamen IED	Autre du 01/12/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Épandage de boues de la STEP	Arrêté Préfectoral du 06/09/2024	Sans objet
2	Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise Rousselot met en œuvre pour son usine d'Angoulême un plan d'actions d'économies d'eau dans le cadre de l'objectif défini par le groupe DARLING Ingredient. Des investissements conséquents réalisés depuis 2022 ont permis de réduire les niveaux de prélèvements dans le milieu (fleuve Charente) de façon significative.

Un bilan est demandé sur les consommations et les économies d'eau de l'usine, consolidé à fin 2025 et mettant en perspective l'efficacité des actions réalisées et de celles prévues dans l'étude technico-économique transmise à l'administration.

Le présent rapport rappelle à l'exploitant qu'il était autorisé à poursuivre les rejets dans les eaux claires sous réserve du respect des valeurs limites, tant en concentration qu'en flux, garantissant la compatibilité avec le milieu récepteur selon l'article 11 de son APC du 29/07/2024. Or l'autosurveillance de l'année 2025 et les derniers contrôles inopinés sur les rejets du site montrent que le rejet n'est pas compatible avec le milieu récepteur sur plusieurs paramètres. Les dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement vont être proposées. Dans ce cadre, des propositions techniques de traitement sont attendues dans un délai court (1 mois) afin d'adapter les délais de mise en conformité avec l'article 11.

Le dossier de dérogation à certains NEA-IED (sur le BREF SA) est attendu à court terme au 1^{er} trimestre 2026 dans le cadre du réexamen IED, il portera sur les paramètres phosphore et azote et justifiera de la compatibilité du rejet industriel de la STEP de l'usine avec le milieu de rejet (les Eaux claires). A défaut de compatibilité avec le milieu récepteur (et si le rejet s'effectue dans les Eaux Claires), la dérogation ne pourra pas être accordée et des mesures de traitement devront être proposées dans le dossier de dérogation pour atteindre les NEA-IED.

Enfin, des travaux ont été réalisés sur la plateforme de transit des boues de Magnac-Lavalette-Villars permettant d'améliorer l'étanchéité des sols, l'accès aux piézomètres et la robustesse du merlon périphérique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Epandage de boues de la STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2024

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'épandage

Prescription contrôlée :

Site d'entreposage des boues de Magnac-Lavalette-Villars :

- article 326 de l'APC
- retour sur la visite d'inspection de 2023

Bilan annuel 2024 / cahier d'épandage / Programme prévisionnel 2025

- articles 6, 7, 8 de l'APC

Constats :

Des travaux ont été réalisés en septembre 2025 pour la rénovation de la plateforme de transit des boues de la STEP, située sur la commune de Magnac-Lavalette-Villars :

- réfection du revêtement des 2 niveaux de la plateforme,
- rénovation du chemin d'accès depuis la voie publique,
- création d'un chemin d'accès au piézomètre amont : ces travaux permettent de répondre au constat du point de contrôle n°1 lors de la visite du site le 15/11/2023,
- création d'un mur de protection du caniveau périphérique, sur la plateforme du bas : ces travaux répondent au constat du point de contrôle n°2 lors de la visite du site le 15/11/2023.

(cf. photos transmises par l'exploitant)



Nouveau revêtement de la plateforme

Vue aérienne plateforme terminée



Un projet est en cours avec la société REVICO visant à mélanger les boues de la STEP de la société Rousselot avec celles de cette entreprise.

L'entreprise Rousselot produit environ 2500 tonnes de boues sèches par an.

Sur la base d'une caractérisation des boues, les 1^{ers} tests de mélange ont été réalisés au printemps 2025. La société Rousselot est en attente du résultat pour démontrer l'apport agronomique.

Un PAC sera à établir et à transmettre (R.181-46 du code de l'environnement) pour le nouvel exutoire des boues de l'usine d'Angoulême, que constituera la plateforme REVICO. Il est rappelé que ce dossier sera à transmettre avant la mise en œuvre du projet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- le protocole de test des boues Rousselot réalisé par la société REVICO
- le rapport de ce test.

délai : 1 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Economies d'eau

Prescription contrôlée :

Axes d'améliorations : article 5 de l'APC

Prélèvements d'eau : article 4 de l'APC

limite journalière 7500 m3/j (APC 2024 mod. APC 2023) / mesure journalière

Constats :

Le prélèvement d'eau industrielle est réalisé depuis le fleuve Charente.

Les volumes prélevés sont renseignés sur les applications GIDAF et GEREP.

Le suivi est journalier sur l'application GIDAF. Les données depuis 1 an montrent des valeurs toutes en deçà de la limite de 7500 m3/j.

L'entreprise Rousselot a établi et transmis à l'inspection des installations classées un plan d'actions de réduction des consommations d'eau.

Par ailleurs, un rapport annuel de la gestion de l'eau est transmis faisant le bilan des actions de réduction et des consommations d'eau.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
volume d'eau de surface prélevée (m3)	1 353 061	1 527 970	1 306 547	1 586 989	1 649 217	1 482 196
volume d'eau de ville consommée (m3)	19 499	31 584	65 908	12 061	16 260	16 711
volume d'eau rejetée (m3)	1 494 556	1 669 406	1 584 163	1 963 442	1 787 809	1 576 552
Consommation nette d'eau du site (m3)	- 121 996	- 109 852	- 211 708	- 364 392	- 122 332	- 77 645

Actions réalisées en termes d'économies d'eau

Mise en œuvre du projet "Water saving" de 2021 commun à tous les sites de Darling Ingredient

- mise en place de vannes modulantes pour contrôler le débit de remplissage des laveurs 3,

- 4, 5 et 6 (2022),
- ajout de compteurs d'eau sur équipements les plus consommateurs (2023),
- remplacement de 3 pompes à vide d'alimentation des concentrateurs avec équipements moins consommateurs (2024),
- recyclage des eaux de coupe y compris pour les peaux bovines plus consommatrices (2024)
- ajout de débitmètres et de vannes pilotées pour l'arrosage des garnitures sur 38 pompes (2024),
- récupération des condensats des fumées de la chaudière LOOS et réinjection en entrée de chaudière (2024).

Suite à ces actions, les prélèvements d'eau dans la Charente ont diminué de 10 % entre 2023 et 2022 (- 167 km³) et de 18 % entre 2024 et 2022 (- 295 km³).

Pour 2025, l'exploitant prévoit la réutilisation de l'eau en sortie d'échangeur eau-eau pour la production d'eau chaude, et la mise en service d'une unité d'ultrafiltration en remplacement d'un évaporateur sous vide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bilan actualisé de la gestion de l'eau (consommations / économies d'eau) avec les données 2025 consolidées.

Ce bilan met en perspective l'efficacité des actions réalisées et de celles prévues dans l'étude technico-économique ; le suivi des consommations est présenté en valeur absolue et en valeur spécifique ramenée à la production. Il est souhaitable que ce bilan soit renouvelé annuellement.

délai : 31/01/2026

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modernisation de la STEP - Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2024

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits / réseau piézo / ETE rejet Charente

Prescription contrôlée :

-art. 6 de l'APC : mesures de bruits à la mise en service

-art. 8 de l'APC : réseau piézo à justifier et compléter si nécessaire, sous 6 mois

-art. 9 de l'APC : étude technique faisabilité rejet Charente, sous 3 mois

=> suite inspection PPC 2024 : étude de l'impact du rejet dans les Eaux Claires sur 1 an (analyses amont/aval + étude Faune/Flore) pour évaluer faisabilité rejet en Charente.

-Art 13 de l'APC :

si l'étude technique de l'art. 9 ne retient pas de rejet en Charente =>

programme surveillance rejet dans les Eaux Claires détaillant les valeurs limites compatibles aux milieu à fournir sous 3 mois.

art. 11 de l'APC

Constats :

Mesures de bruit à la mise en service (art. 6)

Non réalisées.

L'exploitant s'engage à les réaliser avec Bureau Veritas au 2nd semestre 2026 afin de pouvoir prendre en compte les périodes d'arrêt des installations en août.

Réseau piézométrique (art. 8)

Par lettre du 26/11/2025 adressée suite à l'inspection, l'exploitant apporte les justifications de la pertinence du réseau existant.

Transfert du point de rejet des effluents industriels vers la Charente (art. 9)

L'exploitant n'envisage plus de transférer le point de rejet des eaux industrielles traitées par la STEP, vers la Charente, mais de conserver celui actuel dans les Eaux Claires.

En séance, l'exploitant fait état de difficultés techniques, réglementaires et économiques pour mener à bien le transfert du point de rejet vers la Charente.

Toutefois, les éléments attendus dans le cadre de l'application de l'arrêté préfectoral et justifiant cette décision n'ont pas été établis ni transmis, dans le délai prescrit.

Dans son mail du 02/12/2025, l'exploitant indique que le document attendu est en cours de rédaction et qu'il sera transmis au plus tard le 31 janvier 2026.

L'exploitant prévoit de prendre en compte le plan de surveillance renforcée des Eaux Claires mis en place : suivi in situ de la qualité de l'eau 4 fois par an, dont 2 pendant la période de basses eaux et une étude faune et flore du milieu.

Un suivi de la qualité des Eaux claires est réalisé depuis cette année à fréquence trimestrielle.

La synthèse des résultats doit être transmise à l'appui de la justification attendue citée supra.

Il est rappelé que le rejet dans les Eaux Claires est conditionné à la définition de valeurs limite de rejet compatibles avec le milieu naturel selon l'article 11 du 29/07/2024.

En l'état des résultats de l'autosurveillance produite par l'exploitant, et des résultats des contrôles inopinés ces 2 dernières années, cette compatibilité n'est pas établie pour l'ensemble des paramètres concernés. Ceci relève donc d'une non-conformité à l'article 11 de l'arrêté du 29/07/2024 et est passible de suites administratives.

Des évolutions du process de traitement des eaux devront être proposées pour établir cette compatibilité de la qualité des rejets avec le milieu récepteur dans un délai court afin d'adapter les délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception du présent rapport, un programme de surveillance intégrant des valeurs limites compatibles avec le milieu, tant en concentration qu'en flux, ainsi que les évolutions du procédé de traitement des eaux envisagées afin de rendre le rejet compatible au milieu récepteur conformément à l'article 11 de l'APC du 29/07/2024. Ces évolutions sont accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre ;
- au plus tard le 30/09/2026, les résultats de la campagne de mesures de bruits dans l'environnement du site (y compris la STEP).

Le rejet d'effluents non compatibles avec le milieu est une non conformité à l'article 11 de l'APC du 29/07/2024, de ce fait les dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement (mise en demeure) seront proposées à l'issue de délai de 1 mois.

En revanche dans l'attente de statuer sur la possibilité de rejeter dans La Charente, l'exploitant demeure autorisé à rejeter ses effluents dans la rivière Les Eaux Claires dès lors que les valeurs limites (concentration et flux) en termes de compatibilité milieu sont respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Autre du 01/12/2024
Thème(s) : Risques chroniques, dossier BREF SA
Prescription contrôlée : Dépassement en phosphore / NEA-MTD = 2 mg/l max => dérogation à demander
Constats : Un dossier de réexamen IED (BREF SA) a été déposé en décembre 2024. Des dépassements sont constatés vis-à-vis de la NEA-MTD de 2 mg/l pour le paramètre phosphore. Une dérogation devra être sollicitée par l'exploitant pour cette situation qu'il ne parvient pas à améliorer. A l'appui de cette demande, l'exploitant prévoit de fournir des études physico-chimiques et écologiques sur le milieu de rejet (rivière les Eaux claires). L'impact du rejet ne devra pas dégrader l'objectif de BON ETAT ECOLOGIQUE du cours d'eau et la compatibilité milieu devra être justifiée. Selon l'exploitant, cette demande de dérogation devrait concerner une limite moyenne par mois de 7 mg/l sur le paramètre phosphore. Elle devrait être déposée, comme complément du dossier de réexamen, en mars 2026 avec l'ensemble des données consolidées. Le maintien effectif du rejet dans les Eaux Claires est conditionné par la compatibilité milieu et le respect, si nécessaire, de valeurs limites de rejets révisées pour les paramètres le nécessitant. L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité de vérifier si tous les autres paramètres de suivi de la qualité du rejet de la STEP respectent effectivement les NEA-MTD. En réponse apportée par mail du 02/12/2025, sur le paramètre azote, l'exploitant envisage également une demande de dérogation avec une limite de 40 mg/l (la limite actuelle de l'AP est de 60 mg/l) pour une NEA-MTD entre 2 et 25 mg/l. Ce point devra être pris en compte dans le document attendu en mars 2026 sur la dérogation sur le phosphore.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le dossier de demande de dérogation vis-à-vis des NEA-MTD portant sur les paramètres appropriés, dont le phosphore et l'azote, avec tous les éléments d'appréciation pertinents. Il est par ailleurs rappelé que toute dérogation aux NEA-MTD ne peut être accordée que pour des rejets compatibles avec le milieu. Aussi le dossier devra prévoir des mesures de traitement adaptées pour parvenir à cette compatibilité dans l'optique d'une dérogation, si la compatibilité ne peut être atteinte, alors le dossier devra prévoir les mesures de traitement pour atteindre la NEA-MTD sans dérogation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois